

Intervention du Ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg,

Jean Asselborn

25^{ième} réunion ministérielle UE-CCG

Bruxelles, le 18 juillet

Excellences, Chers Collègues,

Je voudrais concentrer mon intervention sur le conflit israélo-palestinien, aussi pour contredire tous ceux qui considèrent que la question palestinienne serait devenue une victime collatérale d'autres conflits dans la région et de la lutte contre le terrorisme.

En fait, le conflit israélo-palestinien n'a rien perdu de sa centralité politique, stratégique, et surtout symbolique. Il reste à la base du phénomène de radicalisation au Moyen-Orient et en Europe. Une résolution aiderait à couper l'herbe sous les pieds des extrémistes. C'est l'absence totale d'horizon politique crédible qui a mené aux violences actuelles et qui nourrit un terreau fertile pour la haine et le terrorisme.

La menace terroriste est globale, personne n'est à l'abri, ni à Bagdad, ni à Nice, et tous les pays ont un rôle à jouer dans la lutte contre le terrorisme.

Les terroristes cherchent à nous diviser, à détruire et à fanatiser nos sociétés, à monter l'Occident contre le monde islamique. Ces barbares ne connaissent aucun scrupule, ils ne respectent même pas la sainteté du mois du Ramadan, qui, cette année, a été particulièrement marqué par des attentats.

Cela montre qu'une lutte sans relâche contre le terrorisme doit être un combat sur plusieurs fronts, militaire, mais surtout politique et idéologique.

Chers Collègues,

Cette lutte politique passe par la résolution du conflit israélo-palestinien. Les Israéliens ont le droit de vivre en paix et en sécurité, tout comme les Palestiniens doivent pouvoir vivre en dignité et déterminer librement leur avenir.

Les conclusions du rapport du Quartet soulignent notamment l'impact destructeur de la colonisation et de la violence qui menacent la solution à deux Etats. C'est la politique illégale de colonisation qui barre le chemin à une solution politique. Depuis Oslo, le nombre de colons israéliens a plus que doublé. Cette façon d'agir suscite en effet des doutes sur la volonté d'Israël de parvenir à une solution à deux États. Cette solution

disparaît peu à peu avec chaque nouvelle construction israélienne sur des terres palestiniennes, avec chaque destruction de structures palestiniennes. Si la colonisation continue, alors la solution à deux Etats deviendra impossible.

Chers Collègues,

Mais la solution à deux Etats est la seule possible et le statu quo n'est pas tenable. Une paix juste et durable au Proche-Orient ne saura être garantie qu'à travers la coexistence de deux États souverains et indépendants, avec la création d'un Etat palestinien indépendant et viable, avec Jérusalem-Est pour capitale. Force est de constater que les Etats-Unis n'y arrivent pas, mais sans les Etats-Unis nous n'y arriverons pas non plus.

Pour y arriver, nous pensons qu'il faut promouvoir un nouveau format de négociation, élargir le cercle en y associant davantage les Européens et les pays arabes. L'Initiative de paix arabe y garde toute sa pertinence.

Il ne faut pas réinventer la roue, mais remettre un processus sur les rails, idéalement par une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies fixant les paramètres essentiels et un calendrier bien défini avant la fin de l'année.

Dans ce contexte, il est essentiel de faire converger tous les efforts en cours, avant tout l'initiative française, les efforts du Quartette et ceux des Etats-Unis, qui ont confirmé qu'ils ne veulent pas rester inactifs d'ici la fin de l'année.

L'inaction n'est pas une option !

Je vous remercie.